

# Alternative démocratique de sortie de crise ou reproduction du système ?

2<sup>e</sup> partie et fin

## Développer les forces du capital productif, du savoir ou arrimer une économie de bazar pourvoyeuse en hydrocarbures au capital financier international ?

Lancé à grand coups de publicité, le plan de soutien à la relance économique, ce "joyau" du programme présidentiel que trois partis mettent en application, paraît de plus en plus comme de la poudre aux yeux, une opération destinée à élargir la base sociale rentière du système. Les Algériens savent à qui profitent les marchés de réfection des trottoirs et des routes en l'absence des mécanismes économiques rationnels et d'une économie productive performante. Tout en étant sensibles à tout ce qui peut améliorer qualitativement leur environnement de vie, ils attachent une importance particulière à la mise en œuvre d'une politique de développement génératrice de richesses et d'emplois qui leur rendrait l'espoir.

Faire croire, aujourd'hui, que la stratégie de développement pourrait se réduire au développement des infrastructures de base, au traitement de la question de la dette le moins que l'on puisse dire idéologique parce qu'elle caresse dans le sens du poil la fibre nationaliste étroite en occultant le crédit comme une forme d'économie moderne, ou à la notion toute aussi idéologique de l'"après-pétrole" demeure un grand leurre. L'après-pétrole ne peut se concevoir que par une exploitation optimale des hydrocarbures au profit des investissements productifs.

Les infrastructures sont, certes, un élément fondamental sur lesquelles repose une économie moderne. Cependant, aussi modernes soient-elles, elles sont très souvent, en l'absence d'instruments de contrôle opérationnels, l'occasion d'énormes corruptions en tous genres. En situation de déconstruction avancée du tissu industriel national, ces projets profitent exclusivement aux entreprises étrangères. Enfin l'entretien durable des grandes infrastructures nécessite des sommes colossales que seule une économie moderne productive peut supporter, une économie productrice de richesse et de savoir, et adossée aux piliers d'un Etat moderne : la modernisation de la fiscalité, de l'école, de la justice et le développement des forces productives.

A ce sujet, le pays continue à payer le prix des non-réformes. L'appareil de production, sous les coups répétés d'un bradage au nom d'une privatisation qui n'a rien d'économique et se réduit à une privatisation de la rente, a été déstructuré et rendu désuet au profit de la montée des forces liées à la spéculation, à l'économie informelle et à la rente sacrificiant ainsi les intérêts supérieurs et stratégiques de l'Algérie.

Au-delà des généralités et des déclarations d'intention, le secteur de l'éducation tend à se gangrener, faute non seulement d'une vision stratégique conforme aux intérêts d'un développement moderne et indépendant du pays, il demeure un simple instrument d'aliénation idéologique des citoyens de demain. Le pouvoir se rabat sur des "réformettes" techniques et antidémocratiques, comme sa tentative, en cours, de son déstagement des lycées techniques ; l'école comme lieu de savoir, de valeurs universelles, comme lieu d'appropriation de l'épaisseur historique et de maîtrise du réel, comme lieu d'épanouissement et de réalisation de la citoyenneté est absente dans les projets du pouvoir.

La réforme de la justice, comme celle de la fiscalité, se mesure aux résultats qu'elle induit.

Peut-on parler de réformes lorsque la justice continue d'être instrumentalisée contre les libertés démocratiques, contre le droit à l'expression et l'organisation des citoyens ? Peut-on parler de réformes de la fiscalité lorsque ceux qui produisent sont pénalisés au profit de l'import-import, des transactions douteuses, de la spéculation et lorsque les détenteurs de capitaux préfèrent fuir les investissements productifs parce qu'ils sont confrontés à des contraintes administratives et juridiques insurmontables ?

Les intérêts de l'Algérie passent par un dépassement de la crise et l'édification d'un Etat moderne démocratique et social qui rompt avec la rente et l'islam politique. Un Etat qui initie une stratégie de développement et de progrès social durable fondé sur le développement des forces productives et du savoir, et sur les atouts de la révolution scientifique et technique.

## Un monde en plein restructuration

Dans un contexte de mondialisation, aux effets contradictoires, le climat international semble être fait d'instabilité généralisée suite aux bouleversements provoqués par la chute de l'équilibre de terreur de la guerre froide et à la difficulté de trouver de nouveaux équilibres. Les institutions internationales semblent être inopérantes, parce qu'en déphasage avec les nouveaux besoins de l'humanité et trouvent d'énormes difficultés à assumer leurs rôles respectifs. Les espoirs nés de la fin de la guerre froide et ceux induits par les aspirations et les luttes des pays émergents et les pays aspirant et agissant pour une autre mondialisation sont confrontés aux intérêts étroits du complexe militaro-industriel et les firmes pétrolières. L'aspiration grandissante de la communauté internationale à bénéficier des retombées du développement prodigieux de la révolution scientifique et technique, et du développement de la productivité sur toute la planète, la poussée de démocratisation dans le monde et des systèmes de gouvernance sont contrariés par les intérêts hégémoniques des USA et des grandes puissances.

L'accélération des événements, dans le cadre d'un processus de mondialisation contradictoire, exprime aussi bien les mutations qualitatives qui s'opèrent dans un monde en pleine restructuration, que l'exacerbation des luttes et des conflits pour le contrôle des ressources énergétiques et des marchés ; l'ancienne division internationale du travail, produit du système colonial et du monde d'après-guerre, est en crise et ne peut plus répondre aux nouvelles réalités géostratégiques.

Ainsi qu'il s'agisse de l'augmentation de la demande sur les hydrocarbures en lien avec l'évolution des besoins de la Chine et de l'Inde, et du rôle grandissant des pays du Sud-Est asiatique dans l'économie et les échanges mondiaux, ou qu'il s'agisse des changements qui secouent l'Amérique latine, ou encore le vent de démocratisation dans le monde sous la double pression de l'internationalisation du capital et des effets des progrès de la scolarisation, sont autant de facteurs qui préfigurent les luttes pour une nouvelle division internationale du travail en gestation.

On comprendrait pourquoi la percée des recettes de la doctrine néolibérale durant les années 1990 est prise au piège de ses propres pré-supposés idéologiques. Les institutions de l'ordre financier et économique internatio-

nal (FMI, Banque mondiale, GATT puis OMC) qui structurent les échanges internationaux, se voient dans l'obligation de mettre de l'eau dans leur vin après leurs échecs répétés de sortir de leurs crises les pays qui les ont sollicités.

Le coup de grâce est venu des pays à économie libérale, les Etats Unis en tête. Le concept de patriotisme économique n'est rien d'autre qu'une forme de protectionnisme.

Après avoir prêché durant les années 1990 la nécessité pour les Etats de se retirer du champ économique, les pays occidentaux n'ont pas hésité à se transformer en véritables Etats interventionnistes : l'instauration des quotas d'importation aux textiles chinois par les USA et les Etats européens au mépris des accords conclus, l'opposition à la fusion Metal-Arcelor ou la fusion GDF-Suez pour empêcher l'OPA d'Enel... Ces pays prouvent chaque jour qu'ils n'hésitent pas à mettre la main à la pâte lorsque leurs intérêts sont en jeu. Au lieu d'une mondialisation des effets du développement et du progrès partagés à l'échelle planétaire, ils semblent avoir fait le choix : construire des murs après la chute du mur de Berlin et faciliter ainsi la mondialisation des flux des capitaux, l'internationalisation des sources de profit, d'une part, et ghettoïser les populations et la main-d'œuvre des pays du Sud en essayant de contenir les flux migratoires en dressant l'épouvantail de l'immigration clandestine, d'autre part.

Cependant les pays émergents (Chine, Inde, Brésil...) commencent à réagir en s'organisant pour mieux défendre leurs intérêts dans les instances internationales. Ils exigent plus d'équité dans les accords internationaux sur le commerce dans le cadre de l'OMC, notamment la levée des subventions agricoles que les USA et l'Europe continuent à pratiquer, et l'accessibilité de ces marchés aux produits agricoles en provenance des pays émergents ou en voie de développement.

Au-delà des manifestations immédiates de ces contradictions, le risque est grand de ne pas en saisir les tendances historiques lourdes qui travaillent les rapports multiformes à l'échelle mondiale. Ces dernières sont beaucoup plus importantes pour être emprisonnées dans des approches qui mettent en avant les seules logiques d'intérêts d'Etats étroits sans se pencher sur les tendances lourdes. Les saisir et les percevoir comme processus historiques complexes constituerait sans nul doute un premier pas vers la production de discours et de pratiques des forces de progrès comme forces de changement agissantes et non plus comme forces de refus et de résistance.

Dans ce sens, le nouvel ordre international comme concept idéologique destiné bien plus à la consommation qu'il ne recouvre une réalité vivante et contradictoire ; il n'est pas plus une expression de désirs et de pratiques d'hégémonie américaine, qu'un ordre déjà établi et stabilisé. Il n'est pas non plus un ordre achevé. Il sera forcément la résultante des luttes actuelles et non de la seule vision américaine. Ne seront exclus que les pays ou les communautés, poussés aux replis identitaires, communautaires ou religieux, et se situent ou veulent se situer, de fait, en dehors de ce processus.

D'où l'ajustement des conflits ethniques et communautaires, l'étranglement des espoirs de sortie du sous-développement d'une partie de la planète, notamment en Afrique, l'encouragement des extrémismes religieux et des replis

communautaires, comme c'est le cas des pays appartenant à la sphère arabo-musulmane, au moment même où sur un plan international la priorité semble être la lutte contre le terrorisme islamiste, qui expriment l'autre revers de la mondialisation. Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 et après l'élan de solidarité et de sympathie avec le peuple américain à travers le monde, les attentes et les espoirs de voir les USA jouer un rôle positif comme superpuissance ont été déçus parce qu'en lieu et place d'une orientation pour une direction plurielle du monde mutuellement avantageuse, c'est celle d'un interventionnisme basé sur des intérêts étroits et cultivant plus que tout au monde l'intégrisme qui a prévalu.

## Le monde arabe : transition dans la douleur ou monde bloqué ?

Dans ce sens, le monde dit arabo-musulman est fait d'un lot de violences souvent inhumaines, de recuil imposé à la pensée rationnelle et moderne et l'impasse des alternatives démocratiques et de progrès ; les bases et les fondements des Etats-nations non encore achevées sont sapées, minées, tout part en éclats et montre la fragilité des bases sur lesquelles ont été bâtis les états post-indépendance. La situation en Irak, en Palestine, au Liban cristallisent ce type de contradictions :

- L'islamisme a réussi, avec l'aide des Américains, à "confessionnaliser" tous les conflits au Proche-Orient, que ce soit en Irak, en Palestine ou au Liban. Par la grâce d'une lutte antiterroriste menée avec en toile de fond le "choc des civilisations", (autre concept à connotation idéologique), il a réussi à prendre en otage la lutte pour la libération de l'Irak des forces d'occupation et contre le danger du cantonnement ethnique et confessionnel, la lutte du peuple palestinien pour son indépendance ou tout simplement l'émancipation du Liban des influences étrangères.

- Avec les plans George Bush qui se succèdent, signe de l'enlèvement des USA en Irak, la situation dans ce pays s'aggrave de plus en plus et devient plus complexe. Tout y a été fait pour rendre le retrait des USA difficile, s'ils se retirent de l'Irak, ça sera le chaos. Et effectivement, en procédant à la dissolution de pratiquement toutes les institutions de l'Etat irakien, les Américains ont ouvert la boîte de Pandore. La rupture de l'équilibre fragile sur lequel étaient construites ces institutions a ouvert la voie à l'aveuglement. Les haines et rancœurs que la société irakienne a accumulées pendant le règne de Saddam Hussein ont explosé dans une violence sans bornes, sans pouvoir faire un véritable bilan de son régime vu les conditions de son exécution. Le piège de rivalités ethniques et confessionnelles que les Américains pensaient utiliser pour gérer et contrôler le pays s'est renfermé sur eux.

- Coincé entre les appétits insatiables de régime irakien qui instrumentalise les chiites pour faire main basse sur le pays et la folie sanguinaire des islamistes d'Al-Qaïda qui a fait de l'Irak le nouvel Eldorado du djihad, la résistance irakienne n'arrive toujours pas à se frayer un chemin et se rendre visible. Pourtant, la solution au capharnaüm irakien passe par elle. L'Irak sera démocratique ou ne sera pas.

- L'Irak est devenu un pays ingouvernable. Les prétentions de Bush d'en faire un modèle de démocratie au Proche-Orient semblent lointaines.

- La lutte du peuple palestinien

pour ses droits inaliénables à la souveraineté et à un Etat est l'otage de la politique arrogante et agressive d'Israël et des affrontements inter palestiniens de lutte autour du pouvoir et qui font l'impasse sur une solution nationale démocratique. Elu sur la base d'un vote sanction contre le Fatah, le Hamas palestinien s'est révélé incapable de proposer et de mettre en application une politique qui soulage la vie quotidienne des Palestiniens. L'ambivalence de son discours entre le refus de reconnaître l'Etat d'Israël et sa sur-enchère pour être le seul vis-à-vis dans les négociations l'ont isolé sur la scène internationale et ont fait couper les aides sans lesquelles l'Autorité palestinienne ne peut fonctionner. L'islamisme ne joue le jeu démocratique que pour en détourner les règles à son profit. Hamas savait très bien que son discours radicaliste et hégémoniste ne pouvait mener que vers une impasse. Mais le but recherché n'est-il pas précisément la prise en otage de la juste cause palestinienne ? Hamas utilise sa position au pouvoir pour assoir son hégémonie sur le peuple palestinien en mettant en place une force armée parallèle à celle de l'Autorité palestinienne. Le refus de cette dernière opposé au bras de fer engagé par Hamas a ouvert la voie à une vague de violence et les affrontements inter-palestiniens ont atteint des sommets inquiétants et déplorables depuis que Mahmoud Abbas a avancé l'idée d'élections anticipées.

A peine sorti d'une guerre atroce que lui a livré Israël l'été dernier, le Liban connaît une aggravation de la situation interne. Le Hizbollah a-t-il été grisé par sa résistance à l'agression israélienne pour tenter de faire de l'ombre sur les autres forces de la résistance libanaise ? Par l'organisation de manifestations gigantesques et l'occupation des places publiques, ne se lance-t-il pas dans une logique de coup d'Etat par rue interposée ? Le Liban fait encore une fois face à une crise qui risque de raviver les plaies non encore cicatrisées, rompre des équilibres précaires et le plonger dans le chaos. On aimerait bien croire, comme le pensent beaucoup, que le Hizbollah opère une mutation de type démocrate chrétienne, cela voudrait dire au moins qu'il devrait renoncer à la dénomination de "parti de Dieu" qui constitue en elle-même "un programme" politico idéologique. En attendant, la crise libanaise et les ingérences étrangères empêchent la clarification des enjeux dans ce pays, poussent à des alliances contre nature.

Pris entre la violence des conflits et la trajectoire historique mondiale globale, le monde arabe demeure coincé entre des économies de bazar pourvoyeuses en hydrocarbures, des forces de la spéculation dominantes et l'esté par des idéologies conservatrices de nationalisme étroit et du poids de la régression islamiste. Il n'arrive toujours pas à se frayer un chemin et une place plus avantageuse dans ce monde. Cependant, n'est-il pas en train d'opérer, dans la douleur, sa transition vers la modernité ? En l'absence d'alternatives démocratiques et de progrès, et en l'absence d'une cristallisation des forces socioéconomiques de la modernité et de la démocratie, il reste prisonnier des forces passées et conservatrices qui font violence aux aspirations grandissantes des sociétés arabes et aux mutations socioéconomiques et démographiques. Handicapés par le type d'insertion dans la division internationale du travail et la domination des forces socioéconomiques de la spéculation et de

Par Ahmed Meliani,  
secrétaire général  
par intérim du MSD

l'économie de bazar, les pays arabes n'arrivent pas à s'insérer dans la sphère de redéploiement de l'activité industrielle comme celle de l'Asie du Sud-Est, ils se confinent, comme région de consommation et de distribution des marchandises étrangères, dans un rôle d'approvisionnement en hydrocarbures.

Les aspirations des sociétés arabes sont contrariées par des facteurs à la fois externes et internes. Le choc subi par les agressions répétées d'Israël, par la politique hégémonique américaine et les luttes pour le contrôle des ressources pétrolières soumettent la région à une pression continue. L'incapacité des régimes arabes plus obsédés par le pouvoir que par de véritables politiques de développement, recourant souvent à la répression, les replis identitaires et communautaires, la montée de l'islamisme et du terrorisme posent des défis majeurs pour ces pays : sauront-ils s'insérer de façon plus avantageuse au processus de mondialisation, comme entités Etats-nations, ou seront-ils intégrés comme communautés, ethnies et confessions ? Auront-ils les ressorts, en appui sur leurs atouts géostratégiques, pour renouveler leur pensée et leur regard au monde, ou retomberont-ils dans la régression des idéologies archaïques ?

La politique américaine et israélienne profitent de cette situation pour brandir le prétexte sécuritaire et la lutte contre le terrorisme et empêcher le processus de paix d'aboutir sur la base des droits inaliénables du peuple palestinien et la souveraineté des peuples de la région.

Le nationalisme étroit idéologique comme ciment de la nation a montré non seulement ses limites, mais les dégâts qu'il a produits sur les consciences parce qu'il était incapable de répondre aux aspirations nouvelles des sociétés arabes, à leurs évolutions réelles et à leurs mutations socio-démographiques. Et au lieu de voir l'amorce d'alternatives démocratiques, ce sont les partis islamistes qui ont pris le relais pour pervertir davantage cette conscience et le combat pour la dignité, le progrès et le développement.

Cependant il aisé de voir que souvent là où l'islamisme s'exprime ont accumulé une expérience dans le processus de modernisation et de la maturation des contradictions de façon à mettre en danger les intérêts des forces conservatrices mises à mal. Le rôle des démocrates et des progressistes est de se pencher sur ces évolutions réelles et les traduire dans leurs discours et leurs pratiques au lieu de rester accrochés aux lèvres de ce que déclareront tel ou tel dirigeant islamiste exprimant par là une fascination comme celle qu'exprimerait une victime pour son bourreau. Une telle mutation ne pourrait s'opérer que par une autre approche du politique et du religieux, présente celle-là dans les expériences collectives et individuelles des sociétés arabes.

Cela passe certainement par la mise à nu d'une des plus grandes supercherries idéologiques, celle d'une affirmation contenue dans plusieurs Constitutions arabes : "L'islam religion d'Etat", les Etats n'ont ni au paradis ni en enfer en tant que tels, "Koull ouahad yad-khouli fi kabroul".

A. M.  
Melahi23@yahoo.fr